



Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal

Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

Séance du 7 septembre 2020

Nombre des conseillers
élus : 15
Conseillers en fonction : 15

Sous la présidence de M. Denis RUXER, Maire
Excusés : Mme Valérie CREUTZBURG qui donne procuration à
Mme Nadia SCHWAB, M. MULLER Philippe qui donne
procuration à M. RUXER Denis, M. Laurent EISENECKER qui
donne procuration à M. Damien GRESSLER, Mme Stéphanie
POOS, M. David HOLTZINGER

Conseillers présents : 10

1. Adoption des procès-verbaux du 6 et 10 juillet 2020
2. Liste des dépenses payables sans mandatement préalable
3. Remboursement d'achat préalable de téléphones pour le fonctionnement des services de la commune
4. Décision modificative
5. Retenue de garantie BERGER Michel
6. Budget Spittelfeld
7. Gratification couturières pour la confection des masques en tissu
8. Désignation représentant du Conseil Municipal auprès de la Commission Locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC)
9. Proposition à la nomination de commissaire à la Commission Intercommunale des Impôts Directs
10. Projet espace socio-culturel à ciel ouvert
11. Compte rendu d'activité 2019 Gaz de Barr
12. Divers

1. Adoption des procès-verbaux du 6 et 10 juillet 2020
Les procès-verbaux des séances du 6 et 10 juillet sont adoptés à l'unanimité

2. Liste des dépenses payables sans mandatement préalable

Vu l'arrêté du 16 février 2015 fixant les dépenses notamment des collectivités territoriales pouvant être payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable ou avant service fait,

Vu l'article 3, sur proposition du Maire,

Vu les mandats de prélèvements visés,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

VALIDE la liste des dépenses pouvant être payées, par le Comptable assignataire, sans ordonnancement préalable, comme suit :

en section de fonctionnement : les abonnements et consommations (électricité, fibre, téléphonie fixe et mobile, ...), les taxes foncières, le remboursement des intérêts des emprunts selon les conditions du/des contrat(s),

en section d'investissement : le remboursement du capital des emprunts, selon les conditions du/des contrat(s),

CHARGE le Maire d'en informer le Comptable.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

3. Remboursement d'achat préalable de téléphones pour le fonctionnement des services de la commune

Le maire a commandé 4 téléphones portables reconditionnés pour les agents de la commune sur un site qui ne prend pas en compte le règlement par mandat administratif.

La somme de 487.46 € a été avancée par le maire

Le conseil municipal demande à la trésorerie de procéder au remboursement de la somme au profit de M. RUXER

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

4. Décision modificative N° 1

Les travaux d'aménagement aux abords du Centre socio culturel sont pratiquement terminés.

La pose des cuves a nécessité des travaux supplémentaires Par l'entreprise VOGEL

Il s'avère nécessaire de procéder à la décision modificative suivante :

Article 2128 opération 8017 aménagement extérieur CSC	+ 22 000 €
Article 2135 opération 3020 aménagement mairie et atelier	- 22 000 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

5. Retenue de garantie BERGER Michel

Délibéré le 13.02.2020

6. Budget Spittelfeld

BUDGET ANNEXE SPITTELFELD

D.M N° 1 INTEGRATION DES TERRAINS DU BUDGET PRINCIPAL VERS LE BUDGET ANNEXE 27100

Section investissement

Dépenses : article 3555	Stock terrains aménagés	-9990 €
Recettes : article 3555	Stocks terrains aménagés	- 50€
	1641 Emprunt	-9940€

Section de fonctionnement :

Dépenses : article 6015	Achat terrains à aménager	+ 3600 €
	65888 Charges diverses de gestion courante	-10€
	71355 Variation stock terrains aménagés	-50€

Recettes : article 7015	Vente terrains	- 19588,95€
	7552 prise en charge du déficit du BA par le BP	+ 33118,95 €
	71355 Variation stock terrains aménagés	- 9990€

Adopté à l'unanimité

BUDGET PRINCIPAL COMMUNE

D.M N° 2

Régularisations attendues en 2020

Compte tenu du maintien de la parcelle de 3,40 ares dans la réserve foncière de la commune (délibération du 08/06/2020) , il reste 13,20 ares de terrain à intégrer au budget annexe au prix de 270 € l'are (**)
(23,65 ares - 7,05 ares de chemin - 3,40 ares = 13,20 ares)

Ecritures à prévoir au budget de la commune en 2020

- Titre Ct c/2111 - 040 - N° actif 2016/TER SPITTELFELD - 3 564 € (270 € x 13,20 ares)
- Mandat Dt c/675 - 042 3 564 €
- Titre Ct c/775 3 564 €

D.M N°2 pour prise en charge du déficit du secteur Spittelfeld

- Le budget 27100 "Secteur Spittelfeld présentant un déficit de 33100 €, à l'issu des opérations d'aménagement et les terrains ayant été intégralement cédés à l'exception de la parcelle de 3,40 ares que le conseil municipal a souhaité conserver en réserve foncière (cF délibération du 8 juin 2020), il convient de le clôturer après prise en charge du déficit au c/ 6521 par la Commune de SAINT PIERRE

Une décision modificative est nécessaire pour intégrer ce déficit au budget de la commune.

Dépenses : article 6521 Déficit des budgets annexes	+ 33 100 €
Recettes : article 7488 Autres attributions et participations	+ 33 100 €

Adopté à l'unanimité

7. Gratification couturières pour la confection des masques en tissu

Le maire tient à remercier les coutières bénévoles qui se sont mobilisées pendant le confinement dans la confection de masques en tissu pour la commune.

Il s'agit de Mmes NIERENBERGER Lucienne, BURGER Nathalie, DELACOURT Mélanie, GARTNER Brigitte, SOLLE Sandrine, FAIVRET Marie-Christine et Mme ECKENFELDER Carmen

La commune souhaite offrir un bon d'achat de 70 € à chacune à utiliser au Magasin HAAG ou au Restaurant La Vignette

Adopté à l'unanimité

8. Désignation représentant du Conseil Municipal auprès de la Commission Locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi N°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, modifiée en dernier lieu par la loi N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-21, L2121-33 et L2541-12 ;

VU la délibération adoptée le 18 novembre 2014 par le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Barr tendant à l'institution du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) et statuant sur les décisions connexes induites ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la recomposition de la Commission locale chargée d'évaluer les transferts de charge (CLETC) consécutivement au renouvellement général de l'Assemblée Communautaire, il appartient aux Conseils Municipaux des communes membres de désigner en leur sein les représentants appelés à siéger au sein de cette instance ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Maire ;

et,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE

Monsieur Denis RUXER
en qualité de représentant(s) du Conseil Municipal auprès de la Commission Locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC) créée par la Communauté de Communes du Pays de Barr en application de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Collectivités Territoriales dans le cadre de l'institution de la fiscalité professionnelle unique.

Adopté à l'unanimité

9. Proposition à la nomination de commissaire à la Commission Intercommunale des Impôts Directs

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, complétée et modifiée en dernier lieu par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération adoptée le 18 novembre 2014 par le Communauté de Communes du Pays de Barr tendant à l'institution du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) et statuant sur les décisions connexes induites ;

VU les articles 346 A et 346 B de l'annexe III du Code Général des Impôts (CGI) précisant les modalités de fonctionnement de la CIID et de désignation de ses membres ;

CONSIDERANT qu'en application des articles 1504, 1505 et 1517 du CGI, cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune membre de l'EPCI en ce qui concerne les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 1650 A du CGI, la CIID comprend, outre le président de l'EPCI ou un vice-président délégué et dix commissaires ;

CONSIDERANT que parmi cette liste de 10 commissaires titulaires et suppléants, il n'est plus fait d'obligation de désigner un commissaire titulaire ou un suppléant hors du périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Barr ;

CONSIDERANT que les dix commissaires titulaires ainsi que les dix commissaires suppléants sont désignés par le Directeur régional / départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par l'organe délibérant de l'EPCI, sur proposition de ses communes membres ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Maire ;

et

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

de proposer à la Communauté de Communes du Pays de Barr, les commissaires titulaires et suppléants suivants :

- Commissaire titulaires
 1. Monsieur MASSON Alain
Profession : Directeur opérationnel
Adresse : 4 rue des peupliers 67140 SAINT-PIERRE
- Commissaire suppléant
 1. Monsieur COURRIER Christophe
Profession : électricien
Adresse : 5 rue de la Pfarmatt 67140 SAINT-PIERRE

Adopté à l'unanimité

10. Projet espace socio-culturel à ciel ouvert

Le projet espace socio-culturel à ciel ouvert (ESCCO) mené par quelques membres du comité des fêtes est exposé au conseil municipal. Le but est d'offrir aux habitants un espace culturel et de détente (boîte à livres/jeux), à l'école un outil pédagogique, aux associations et à la commune un lieu pour organiser des événements de type théâtre, concerts, débat-échanges philosophiques, petites conférences, cinéma plein air, etc....

Le lieu se situera impasse des bouleaux sur un terrain de la commune de 3.4 ares.

Des travaux de préparation du terrain et des aménagements sont à prévoir jusqu'au printemps prochain

Un planning des travaux à réaliser sera mis en place prochainement

11. Compte rendu d'activité 2019 Gaz de Barr

Le maire fait lecture du compte rendu disponible en mairie aux heures d'ouverture au public.

12. Divers

- Les membres du Conseil décident de lancer une procédure d'arrêté de Péril pour la propriété sis 1 rue des acacias. Cette habitation s'est transformée en squat. Un jeune s'est blessé sérieusement qui a nécessité l'intervention des Secours

- **Réflexion sur le projet d'implantation AMAZON**

A ce sujet une invitation de l'association Nature et Vie a été réceptionnée par la mairie pour un ciné-débat autour du film « Le monde selon Amazon » le vendredi 18 septembre 2020 au cinéma d'Obernai

Des travaux de réhabilitation de la chaussée sont prévus par le Conseil Départemental rue principale à l'entrée Nord jusqu'à la hauteur du restaurant « La vignette » pour la fin de l'année. Un ralentisseur pourrait être mis en place à hauteur du croisement avec la rue des acacias. Des discussions sont en cours avec le conseil Départemental.

Saint-Pierre, le 8 septembre 2020

Denis RUXER

Maire de Saint-Pierre

